

La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée. » V. HUGO

N° 1227

SEPTEMBRE 2022

SOMMAIRE

• RÉFLEXIONS

page 2 *Autonomie et solidarité pour déconstruire le capitalisme*
Guy ÉVRARD s'interroge sur l'échelle à laquelle il sera possible de s'écarter du capitalisme. Il propose quelques pistes.

page 5 *Coopérations mondiales*
FRANÇOIS CHATEL exprime sa colère face aux dégâts écologiques et sociaux provoqués par le capitalisme, et rêve d'un monde composé de nations coopératives.

• TRIBUNE

page 9 *Alerte !*
François CHATEL dénonce une manipulation des populations par les peurs et une intrusion des technologies de surveillances, pour espérer une prise de conscience et un choix de société plus humaine à ce carrefour de notre évolution.

• COURRIER DES LECTEURS

page 14

Guy Evrard recherche une organisation sociale qui permettrait de s'écarter du capitalisme. En passant par les questions de démocratie, de liberté, il lui semble que le rapport à la terre puisse apporter quelque base sur laquelle s'appuyer.

Autonomie et solidarité pour déconstruire le capitalisme

Cette réflexion s'appuie initialement sur un entretien du philosophe Aurélien Berlan au quotidien en ligne *Reporterre*, le 3 janvier 2022⁽¹⁾. Dans notre cheminement vers une stratégie de dépassement du capitalisme, le retour progressif à une vie économique et sociale sur des bases locales, certes à différentes échelles, est une voie probablement plus mobilisatrice qu'une *démondialisation* qui résulterait d'un « grand soir » planétaire, dont on n'ose imaginer le scénario. Elle est plébiscitée notamment par l'écologie politique⁽²⁾ et dans de multiples expériences de terrain, qui restent cependant cantonnées aux marges du système⁽³⁾.

Détricoter le capitalisme, en reprenant l'histoire de son expansion et en popularisant le constat d'une impossible croissance durable dans un monde fini, mérite d'être regardé comme un autre levier de la lutte des classes, alors que les inégalités sociales ne cessent de s'aggraver. Une telle démarche devra considérer en bonne place les conséquences présentes et à venir de nos interactions numériques. Et savoir déjouer les tendances anarcho-capitalistes⁽⁴⁾.

LA QUÊTE D'AUTONOMIE CONTRE LE FANTASME DE LA DÉLIVRANCE

C'est le sous-titre du livre d'Aurélien Berlan, *Terre et Liberté*⁽⁵⁾. Le philosophe nous rappelle tout d'abord que si la conception moderne de la liberté met en avant sa traduction institutionnelle (aspiration à la démocratie, liberté de conscience,

respect de la vie privée...), elle a aussi un sens commun plus matériel, qui revendique d'être libéré des « *nécessités* » de la vie quotidienne, jugées pénibles ou ennuyeuses : produire sa nourriture, se procurer de quoi se chauffer, faire la cuisine, le ménage, la lessive, s'occuper des personnes dépendantes qui nous entourent, construire et entretenir son habitat... Pour ne plus être débordé par la multiplicité des tâches, ou gêné par leur partage dans le foyer, ou simplement si l'on n'a pas les compétences requises, « *on fait faire* », bien sûr dans la mesure de nos moyens.

Mais cette volonté de délivrance a des implications sociopolitiques et écologiques que l'on ne peut ignorer. Elle conduit à la séparation entre production et consommation, que le capitalisme exploite respectivement via le productivisme et le consumérisme. Et l'auteur ne manque pas d'évoquer André Gorz : « *L'individu social devait se définir comme travailleur-consommateur, comme client du capital en tant qu'il dépendait à la fois du salaire perçu et des marchandises achetées. Il devait ne produire rien de ce qu'il consommait et ne consommer rien de ce qu'il produisait, n'avoir aucune existence sociale et publique, en dehors de celle médiée par le capital* »⁽⁶⁾. Le patronat préférerait ainsi accorder des congés payés plus longs, plutôt que de réduire la durée du travail car les vacances sont un temps de pure consommation.

Faire les choses soi-même conduit à limiter les besoins, « *Car le premier besoin est de ne pas perdre sa vie à travailler* », reprend Aurélien Berlan. « *Sur le plan sociopolitique, l'aspiration à la délivrance*

⁽¹⁾ Gaspard d'Allens, « *Nous vivons de plus en plus dans un cocon numérique* », entretien avec le philosophe Aurélien Berlan, *Reporterre*, le 3 janvier 2022. <https://reporterre.net/Nous-vivons-de-plus-en-plus-dans-un-cocon-numerique>

⁽²⁾ Un exemple cité antérieurement : « *Or, c'est en politisant l'écologie et en adoptant un point de vue local que nous verrons se rouvrir les possibilités d'action, dans leur pluralité.* », dans Catherine et Raphaël

Larrère, *Le pire n'est pas certain - Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, éd. Premier Parallèle, 2020, quatrième de couverture.

⁽³⁾ Benoit Bréville et Serge Halimi, « *On aimerait bien, mais on ne peut plus...* », dossier « *Pourquoi la gauche perd* », *Le Monde diplomatique*, N° 814, janvier 2022, p. 11.

⁽⁴⁾ Catherine Matabou (philosophe), « *La voie anarchiste est la seule qui reste encore ouverte* », AOC (Analyse Opinion

Critique), le 21 janvier 2022. <https://aoc.media/opinion/2022/01/20/la-voie-anarchiste-est-la-seule-qui-reste-encore-ouverte>

⁽⁵⁾ Aurélien Berlan, *Terre et Liberté*, éd. La Lenteur, 2021.

⁽⁶⁾ André Gorz, *Ecologica*, éd. Galilée, 2008, p.64. Référence à Denis Poulot, *Le Sublime, ou le travailleur comme il est en 1870 et ce qu'il peut être*, éd. La Découverte, 1980.

aboutit forcément à des formes de domination sociale plus ou moins déguisées. Il y a ceux qui exécutent, loin et ailleurs, et ceux qui donnent des ordres, qui font faire». Le philosophe cite Georges Orwell dans 1984: «La liberté, c'est l'esclavage». Pour nous convaincre encore que cette organisation de la société, au lieu de contribuer à son émancipation, participe en fait à sa condamnation, une approche plus technique nous est donnée par Jean-Marc Jancovici, à partir de notre consommation énergétique: «C'est comme si chaque Terrien avait à peu près 200 esclaves qui bossaient pour lui en permanence»⁽⁷⁾. Notons bien qu'il s'agit d'une moyenne, «l'esclave» n'ayant pas lui-même 200 personnes à son service!

L'économie numérique trompe aussi largement notre aspiration à la délivrance et confirme une forme de perversion en générant des armées de livreurs, souvent sans la protection sociale acquise par les salariés, de magasiniers, de convoyeurs..., soumis à des conditions de travail et de rémunération scandaleuses, qu'il serait temps de dénoncer plus activement.

LA DÉLIVRANCE DES NÉCESSITÉS POLITIQUES, ÉVIDEMMENT UNE FAUSSE PISTE

Aurélien Berlan souligne également que ce mode de vie «consommateurs-salariés-électeurs» incite à nous libérer aussi des nécessités politiques de la vie sur Terre, en nous déchargeant de notre rôle sur des représentants, selon des rituels électoraux définis comme gages de la *démocratie*. C'est en fait l'aboutissement du processus qu'explicitait le *libéral* (au sens de son époque) Benjamin Constant dans son discours «*De la liberté des anciens comparée à celle des modernes*» prononcé à l'Athénée royal de Paris en 1819⁽⁸⁾. Que nous avons brièvement résumé dans une réflexion de *La Grande Relève* en 2010: «*La démocratie des anciens ouvrirait au citoyen le droit (et le devoir) de débattre souverainement des affaires publiques, mais le laissait soumis au pouvoir collectif dans les rapports privés. La démocratie moderne, représentative, revendiquée par Benjamin Constant au XIX^e siècle devait, au contraire, permettre au citoyen de déléguer ses droits politiques à un représentant, dans la gestion des af-*

faire publiques, afin de conserver toute liberté dans la conduite de ses intérêts privés»⁽⁹⁾.

Mais, comme le dénonce François Chatel dans un précédent numéro de *La Grande Relève*, il est évident aujourd'hui que les institutions qui mettent en scène la *démocratie représentative* empêchent toute remise en cause fondamentale par les citoyens, tant elles sont phagocytées par le pouvoir économique capitaliste, ses représentants politiques professionnels, les moyens médiatiques à leur disposition, ainsi que par leur sujétion au cadre international mis en place à cet effet (OMC, FMI, UE, traités de libre-échange...)⁽¹⁰⁾.

Conditions nécessaires mais non suffisantes, déconstruire le capitalisme impose au contraire à la fois une plus grande responsabilisation citoyenne dans les affaires publiques et de redéfinir les formes démocratiques de cet engagement. En reprenant le cours de l'Histoire, celle des Anciens et celle des Modernes. Et bien sûr de faire naître dans la population l'envie irréprouvable de changer de système.

DES BASES LOCALES À HAUTEUR D'HOMME

Dans *La fabrique de nos servitudes*, le psychanalyste Roland Gori, initiateur de *l'Appel des appels* en 2009, montre comment l'information (comprise au sens large, transmise aujourd'hui le plus souvent par voie numérique) est devenue le moyen privilégié de contrôle et de domination des populations, grâce à la «*colonisation de nos esprits et de nos mœurs*»⁽¹¹⁾⁽¹²⁾. La première urgence n'est-elle pas d'échapper aux rets de la numérisation du monde, au moins d'apprendre à distinguer celle qui nous est utile de celle qui nous asservit?

Revenir à hauteur d'homme, c'est déjà savoir discuter avec son voisin plutôt que de recourir à son *smartphone* à chaque instant. C'est entrevoir la plus petite échelle permettant de satisfaire un besoin et organiser l'espace, les moyens et les savoirs dans ce but. Certes, l'échelle sera différente selon que l'on voudra produire pour se nourrir ou fabriquer des avions, mais dans les deux cas il s'agit de contrarier le capitalisme à partir d'une décision collective de citoyens qui expriment

⁽⁷⁾ Jean-Marc Jancovici et Christophe Blain, *Un monde sans fin*, BD, éd. Dargaud, 2021, p. 43.

⁽⁸⁾ Benjamin Constant, *De la liberté des anciens comparée à celle des modernes*, discours prononcé à l'Athénée royal de Paris, 1819.
<http://www.panarchy.org/constant/liberte.1819.html>

⁽⁹⁾ Guy Evrard, *L'individu et l'État, de Benjamin Constant à André Gorz*, *La Grande Relève*, N°1112, août-septembre 2010, p.8.

⁽¹⁰⁾ François Chatel, *Les élections. Du pain rassis pour les pigeons*, *La Grande Relève*, N°1225, avril 2022, p.3.

⁽¹¹⁾ Roland Gori: «*Le pouvoir libéral autoritaire s'appuie sur la société de*

contrôle», entretien réalisé par Jérôme Skalski, *L'Humanité* des débats, 14-16 janvier 2022, pp.14-15.

⁽¹²⁾ Roland Gori, *La fabrique de nos servitudes*, éd. Les liens qui libèrent, 2022.

- • • librement un besoin sur un territoire. Les principes de l'économie distributive font partie des outils de réflexion vers de tels objectifs.

Quand on évoque *une base locale*, chacun traduit peu ou prou, mais peut-être à tort, un retour à la ruralité. Sans remonter aux jacqueries qui ont émaillé toute notre histoire, rappelons-nous seulement la révolte des vignerons du Languedoc-Roussillon en 1907, l'opposition des paysans du Larzac dans les années 1970-1980 et plus récemment la lutte plus confuse des « *gilets jaunes* » ou celle pour la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qui montrent que la paysannerie, même quand elle n'est plus majoritaire dans le pays, parvient à mobiliser sur de nouvelles trajectoires socio-économiques. C'est elle qui assure notre alimentation et qui comprend mieux que d'autres groupes sociaux ce que local veut dire. Acceptons donc cette référence.



ZAD de Notre-Dame-des-Landes: chaîne humaine contre le projet d'aéroport.
(© Jules78120, 2013, Wikimedia)

Aujourd'hui le capitalisme, en industrialisant l'agriculture, se réfère davantage à l'échelle mondiale, d'une part pour le marché des produits agricoles (incluant les produits d'élevage), d'autre part pour celui des équipements « *high-tech* » à vendre aux paysans. Concernant ce dernier point, on pourra lire l'enquête de *Reporterre* sur l'agriculture numérique⁽¹³⁾. Le capitalisme contourne aussi les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) pour s'appropriier le foncier dans les campagnes. Contre ces tendances lourdes, la résistance s'affirme, notamment à l'initiative de la Confédération paysanne et du Modéf (Mouvement de défense des exploitants familiaux), pour une mutation vers l'agro-écologie sur la base d'exploitations familiales desservant des marchés locaux, dans des territoires qu'il s'agit de

revivifier, en particulier avec le retour de services publics, de dispositifs de santé, du commerce de détail et de l'artisanat. Une organisation — chacun peut le constater en séjournant dans les campagnes ou en regardant les nombreux documentaires ou fictions abordant le sujet — qui implique une solidarité sans faille autour des besoins essentiels, car cette révolution reste à faire contre les orientations actuelles du pouvoir qui déploie sa politique des métropoles avec le prétexte qu'une numérisation tous azimuts sera au service des hommes. C'est aussi le cliché de la « *start-up France* » et de ses « *licornes* »!

POUR CONCLURE, AVEC AURÉLIEN BERLAN, MAIS...

Pour le philosophe, les classes populaires se battaient non pas pour être déchargées des nécessités de la vie mais pour accéder aux ressources permettant de les prendre en charge elles-mêmes : la terre, les forêts, les sources... S'émanciper ne signifiait pas s'exonérer des tâches quotidiennes, mais les assumer afin de se libérer des rapports de domination. « *Contre l'idéal de déliorance par l'abondance qui est au cœur de notre modernité industrielle, elles exigeaient l'autonomie par l'autosuffisance et l'accès aux ressources locales* ».

Cette autonomie n'est pas une indépendance individuelle qui renforcerait l'individualisme, mais une autonomie sociale qui cultive les interdépendances personnelles contre « *les dépendances asymétriques qui nous ligotent aux organisations industrielles* ». Ce qui suppose certainement de réinterroger les outils et les techniques que l'on utilise et une certaine forme d'ancrage local, loin du « *mythe survivaliste* ».

Comme le résume l'auteur de l'entretien: « *Lier luttes politiques et formes de vie alternatives permettra aux citoyens d'accéder à plus d'autonomie. [...] Désserter la méga-machine et lutter contre elle* ».

Une stratégie qui laisse pourtant l'historien Pierre Serna dubitatif: « *La démocratie représentative est à son tour remise en cause par l'idée d'une démocratie directe qui ne manque pas de valeurs mais l'affirmation du local n'est-elle pas, à son tour, un pis-aller pour empêcher la force des collectifs qui dépassent le quartier, qui ne pèse pas face aux grands intérêts?* »⁽¹⁴⁾

Guy EVRARD

⁽¹³⁾ Enquête Reporterre du 19 au 22 janvier 2022 (4 volets). <https://reporterre.net/Agriculture-numerique>

⁽¹⁴⁾ Pierre Serna, « *Garder le sens de la politique* », *L'Humanité*, 18-20 février 2022, p.9.

Après une réflexion de Guy Évrard envisageant des solutions locales, François Chatel quant à lui tend à imaginer des solutions à grande échelle.

L'état écologique de notre planète de par la pollution et l'exploitation irraisonnée des ressources, l'état économique et social des nations soumises au diktat du marché capitaliste, lui inspirent colère et dégoût. Il rêve d'un monde coopératif, où les nations se reconnaissent et s'entraident, afin d'établir et maintenir une économie distributive de l'abondance.

Coopérations mondiales

NOUS VIVONS SELON UNE ARNAQUE

Chaque habitant humain de cette planète pourrait vivre en sécurité alimentaire et matérielle car l'humanité a atteint potentiellement le niveau d'abondance. Un partage correct des richesses et des ressources en permettrait aisément la réalisation. Le bénéfice de cette situation possible serait, pour chaque individu ou nation, d'envisager l'ouverture à d'autres besoins, culturels et sociaux qui conduiraient inévitablement à la coopération afin d'accéder au savoir-faire, à la reconnaissance, à l'estime.

Cependant, afin de se préserver le pouvoir, certains individus (à peine 1% de la population) s'efforcent à maintenir artificiellement la rareté, le manque, les différences sociales au sein des nations et du monde, la soumission des populations en utilisant la propagande, la peur, le mensonge, la répression policière et militaire et utilisent les moyens offerts par le régime économique capitaliste imposé, pour maintenir l'exploitation des êtres humains et des nations.

Ces possédants, bien que peu nombreux, ont tous les loisirs et moyens pour organiser un monde favorable à leurs intérêts. Leurs stratégies favorites, car efficaces, consistent à maintenir la peur et le manque au sein des populations, tout en parvenant à leur instaurer un complexe d'infériorité et d'incompétence. La soumission de celles-ci, le recours à de soi-disant élites, favorisent ainsi la prise de mesures totalitaires sous le prétexte de la nécessité. Ainsi, ces derniers temps, l'utilisation de l'épidémie et de la guerre occupe une place de choix dans les moyens permettant de parvenir à canaliser et utiliser l'angoisse générale pour leur garantir le pouvoir. La menace réelle ou irréelle conduit les populations à s'en remettre à une autorité et à obéir aux solutions imposées par celle-ci même si elles sont absurdes, frauduleuses et nuisibles. Le

conditionnement est tel, que ceux qui tentent par lucidité d'alerter du danger de la tractation malhonnête, se retrouvent considérés comme des parasites, voire des terroristes.

Aujourd'hui, l'immense majorité des humains ne connaît pas les conditions d'existence qui seraient légitimes compte tenu des possibilités actuelles. Et chacun n'a qu'une vie et bien courte. Chacun est plongé dans un immense mensonge divulgué par une armée de lobbyistes, à la solde des possédants, qui sont partout. Dans les gouvernements et les partis politiques, parmi les experts et l'élite industrielle et financière, parmi les cadres dirigeants, bons petits soldats aux doigts sur la couture du pantalon, ils sont utilisés pour maintenir la peur, l'infantilisme et promouvoir la confiance envers les bergers.

À cause de ces stratégies abjectes de dominance, nous sommes conditionnés à vivre des existences tronquées, appauvries, désuètes et il n'existe pas de deuxième essai.

LES NATIONS COMME LES INDIVIDUS

Au même titre que l'individu dirigé par une éducation à l'individualisme, à la compétition entre tous, à la poursuite de son propre intérêt, à la réussite matérialiste, à la consommation frénétique, les nations obéissent aux mêmes règles éducatives prônées par le capitalisme. Par exemple, nous avons tous pu constater le manque de coopération général des nations au cours de la pandémie de Covid-19 où s'est manifesté un chacun pour soi infantile et néfaste. Comme les individus au sein de l'abject système capitaliste, nous trouvons une disparité totalement insupportable entre les nations, certaines revendiquant la suprématie et se battant entre elles pour l'obtenir ou se l'assurer, sur d'autres réduites à l'exploitation, colonisées, ou carrément

- • • abandonnées. Et cette compétition ridicule produit un gâchis délirant, une pollution inouïe et des déchets incommensurables. Et ce "merdier" se poursuit, se répand, se déverse partout, infecte l'environnement, détruit la nature, pollue l'air, l'eau et la terre, telle une chiasse incontrôlable, impérieuse, dont la cause vient de cette maladie infectieuse qui a contaminé les cerveaux de ces fous furieux du pouvoir, qui dirigent la grande bouffe, et l'énorme défécation de ceux qui constituent le troupeau.

Image bien infantile qu'offre une humanité qui se conduit comme une bande de sales gosses irrespectueuse, qui considère la planète comme un terrain vague où tout est permis, qui épuisent les ressources dans des conflits permanents et des rapports de pouvoirs, qui s'exploitent les uns les autres sans aucun respect, et agissent selon un chacun pour soi imbécile. Il suffit de jeter un regard lucide sur cette élection présidentielle française pour, en extrapolant, se faire une idée de la situation absurde dans laquelle l'humanité se trouve. Cinq années ont passé avec les événements que nous connaissons, pendant lesquelles les ombres du fascisme revenant ont assombri nos jours, et nous nous retrouvons au même point, avec les serviteurs des oligarques au pouvoir, adoués par une extrême-droite servant d'épouvantail. Quiconque se pose pour réfléchir à la situation de l'humanité au sein de la planète ressent un malaise, se heurte inmanquablement à cette lamentable organisation économique et politique inadaptée qui nous mène assurément à

un grand "n'importe quoi", à une bêtise monumentale pour laquelle se perdent des coups de pied aux c.l.s.

Au sein d'un système économique inepte, les politiques menées dans l'ensemble des territoires sont destinées à garantir les intérêts des oligarques et à inciter des empires à se quereller, à se menacer, à générer des conflits destructeurs hors de leurs frontières, dans l'objectif de s'accaparer leurs ressources et de tenir leurs peuples dans la peur, garantissant ainsi leur suprématie. Les gouvernements mis en place pour protéger les intérêts des puissants ont élaboré des constitutions qui leur garantissent les pouvoirs législatifs et exécutifs desquels les peuples sont évincés. Soumises par la peur et gavées de bouillies informationnelles propagandistes, les populations obéissent à des pouvoirs sous forme de monarchies, de démocraties représentatives, de partis uniques, d'aristocraties, de totalitarismes en tout genre. Cette situation en faveur de l'individualisme basée sur le mensonge et la force, et où se jouent les intérêts économiques, n'est pas favorable à la gestion correcte des problèmes sociaux et environnementaux planétaires qui nous atteignent. Les peuples quels qu'ils soient ne sont pas nos ennemis. Nos ennemis sont ceux qui se sont octroyés le pouvoir soit à notre insu, soit en nous manipulant.

N'y a-t-il vraiment aucune solution capable de modifier, révolutionner, les relations entre les peuples afin de résoudre efficacement les influences néfastes et destructrices que l'humanité inflige à son environnement et à elle-même? Nos capacités à la coopération, à la solidarité et à l'empathie sont-elles définitivement perdues? Le transhumanisme technico-industriel accompagné de la mainmise orwellienne sur les opinions, n'est-il que la seule issue envisagée par les tenants du pouvoir? Les peuples peuvent rester endormis et se laisser diriger sous hypnose vers un monde sous emprise technico-industrielle, ou choisir une voie commune, adopter une solution universelle qui offre une place prépondérante aux relations sociales, au partage équitable de l'abondance choisie, à la culture et l'expression artistique. La seconde direction ne pourra se concrétiser que par une véritable coopération entre les peuples.

ET SI NOUS OSIONS

En cette période estivale, de vacances, de rencontres, de bons moments en famille ou entre amis, de laisser-aller, d'aspiration au bien-

LES 500 PREMIÈRES FORTUNES FRANÇAISES

POSSÈDENT 1000 MILLIARDS D'EUROS



être, nous avons besoin de laisser les problèmes, les tracas, les conflits, loin derrière nous. Alors, balayons d'un revers de main ce cauchemar stupide, cette réalité absurde et morbide pour se proposer un rêve, un projet salvateur dont l'objectif n'a en fait rien d'utopique. Lançons-nous à imaginer une solution alternative convenable de partage mondial des ressources, qui permette une production et une consommation réglées sur les besoins propres à chaque nation, et un respect lucide de la planète et des êtres vivants qui nous accompagnent. Imaginons autre chose, une autre organisation du monde soutenue par l'Économie Distributive, le système adéquat pour envisager un avenir équilibré. Il s'agit de donner la priorité à des considérations favorables au bien-être des individus qui composent l'ensemble de l'humanité, formée de groupes sociaux divers, sous forme aujourd'hui de nations. Il s'agit de penser à une autre organisation de ces relations, basées sur la coopération, l'entraide, et le partage.

Si l'humanité veut trouver un équilibre qui satisfasse à la fois ses besoins et les exigences environnementales, certaines règles de gestion politico-économique sont indispensables. Mieux la coopération sera assurée, meilleurs seront les résultats productifs et sociaux, et ils seront bien mieux adaptés aux besoins actuels qu'un système prônant l'individualisme et la compétition. Les règles et recommandations qui vont permettre d'assurer et maximiser la réussite des coopérations ne seront pas décrites ici. Il suffit de consulter l'article de Jean-Michel Cornu⁽¹⁾ consacré à la coopération entre individus, qui les énumère en s'appuyant sur une forte expérience.

Ces règles qui régissent une "bonne" coopération entre individus sont transposables et applicables en grande partie aux relations entre nations. Elles sont à même de garantir l'objectif principal qui est la gestion globale des ressources disponibles, des productions d'énergie, des biens et des services, afin de réaliser un partage suivant les besoins exprimés et actualisés en temps réel grâce aux moyens informatiques dont nous pouvons disposer aujourd'hui.

Dans cette entreprise de gestion des communs⁽²⁾, chaque nation possède son autonomie politique interne et ses règles élaborées par l'ensemble des citoyens. De cette façon, chacune va pouvoir gérer ses engagements

de production et son plan de consommation. Il n'existe pas de gouvernement mondial, mais seulement une administration gestionnaire des besoins émis, du respect des contrats, des moyens de partage, de l'application des règles globales décidées en conseil des nations, de la gestion des litiges, etc.

L'élément primordial qui fait la supériorité de la coopération sur la compétition réside dans l'existence d'un élément économique essentiel qu'on peut appeler "abondance". Au sein d'un régime de rareté, la compétition s'avère probable et nécessite une autorité suprême pour la dompter. Quand l'abondance est atteinte, le capitalisme mène au productivisme et au consumérisme, donc au pillage des ressources. Il est incapable de réaliser un partage équitable de l'abondance. C'est la coopération, basée sur la réciprocité, qui permet alors une juste répartition d'une production raisonnée. L'humanité étant parvenue aujourd'hui à atteindre le potentiel de l'abondance, aucun obstacle empêche le recours à la coopération entre nations, pour gérer celle-ci et établir une juste répartition.

Des conditions politiques et économiques appropriées sont nécessaires pour que chaque nation se sente suffisamment en confiance, suffisamment autonome et reconnue par l'ensemble de l'humanité, pour se lancer dans la coopération.

L'humanité mondialisée dans laquelle vit toute nation, doit lui fournir les moyens de vivre libre, et d'acquérir, par son activité personnelle, le savoir-faire, la reconnaissance, le prestige, voire la renommée. Bref, de parvenir à la réalisation de son autonomie intellectuelle, d'évoluer à sa guise en fonction de ses racines et de ses besoins. En d'autres termes d'être reconnu, d'exister dans son individualité propre.

Dans cet échange, dans ces dons réciproques, non quantifiables, non "marchands", chaque nation éprouve sa singularité et découvre l'estime de soi.

Axelrod écrit: «*La coopération basée sur la réciprocité peut démarrer dans un monde majoritairement non coopératif, elle peut se développer dans un environnement complexe et elle peut se défendre elle-même une fois qu'elle s'est répandue.*» Il démontre qu'une fois installée, la stratégie "tit for tat"⁽³⁾ ne peut pas être battue: être méchant peut

⁽¹⁾ Jean-Michel Cornu, "La coopération, nouvelles approches", version 1.2, <http://cornu.viabloga.com/texts/cooperation>

⁽²⁾ Voir François Chatel, dossier *Les communs*, La Grande Relève N°1209, <https://www.economiedistributive.fr/Les-communs>

⁽³⁾ Le principe "tit for tat" est une stratégie de théorie du jeu dans laquelle chaque participant imite l'action de son adversaire après avoir coopéré au premier tour. Elle souligne que la coopération entre les participants produit un résultat plus favorable qu'une stratégie non coopérative.

- • • d'abord sembler prometteur, mais, sur la durée, ce comportement détruit la relation qui lui permettrait de réussir.

Cette étude montre que plongé dans un milieu où les relations sont suivies, l'être humain est porté à coopérer. Qu'est-ce qui empêcherait une nation de réagir de même? Même en supposant que seul l'intérêt personnel est recherché, il n'empêche que pour optimiser un projet, la coopération s'avère la stratégie la plus favorable. «*Il y a incontestablement chez Homo sapiens [...] une aptitude exceptionnelle à la coopération, bien au-delà de la parenté et du groupe d'appartenance. [...] S'il devait y avoir un seul principe dominant représentant la nature humaine dans cette argumentation, ce devrait être le plus certainement la coopération*»⁽⁴⁾.

Vouloir toutes les chances de réussite à une nouvelle société, s'assurer de la coopération de tous, c'est donc satisfaire ces estime, reconnaissance et renommée, acquises par les relations de chaque nation au sein du(des) groupe(s) international(aux) au(x)quel(s) elle aura choisi d'appartenir, pour mener à bien un ou des projets. Chacune sera poussée à la coopération, non par contrainte, mais parce que son intérêt propre rejoint l'intérêt du (ou des) groupe(s).

Grâce à un environnement d'abondance, une économie du don s'avère possible et provoque des mécanismes d'échanges collectifs destinés à durer. L'abondance signifie que les nations ont résolu leurs besoins de sécurité et qu'ainsi elles peuvent rechercher autre chose, comme la reconnaissance. Les sociétés ancestrales pratiquaient l'économie du don, du fait que l'abondance venait d'une nature providentielle, alors qu'elle sera demain la conséquence de la réussite de l'organisation sociale.

L'abondance doit être préservée et bien répartie pour éviter le retour à une économie de consommation.

Si la coopération apporte des avantages incontestables au niveau productif, créatif et social, il existe néanmoins certaines contraintes qui s'avèrent difficilement compatibles avec la gestion coopérative: lorsque l'environnement ne permet pas l'abondance, lorsque l'on attend absolument certains résultats précis définis à l'avance, et lorsque les délais sont courts.

La reconnaissance est un moyen très efficace pour attirer la coopération des autres dans les

projets qui sont proposés. Elle satisfait ce besoin que nous avons tous. Elle permet d'acquérir l'estime qui ouvre à l'augmentation des moyens mis à disposition pour mener les projets, en attirant d'autres partenaires nationaux et collaborateurs individuels. L'estime est obtenue pendant le déroulement du projet, et permet à la nation qui la reçoit de continuer à agir en attirant plus facilement encore la coopération des autres.

Ainsi, la reconnaissance permet d'obtenir ce qu'une entreprise dans l'économie d'échange recherche grâce à son budget marketing ou communication.

Par contre, la reconnaissance ne s'obtient pas aussi vite que sa première paye, ce qui explique qu'une économie du don marche d'autant mieux que les acteurs ont déjà résolu leurs besoins vitaux et peuvent se concentrer sur d'autres besoins moins urgents (besoin de reconnaissance, plaisir, acquisition de savoir-faire, faciliter la coopération des autres dans des projets futurs...).

Dans les projets coopératifs, le plaisir n'est plus apporté indirectement par l'acquisition de gains financiers, mais directement par le projet lui-même, par l'exercice d'une compétence, d'une passion, d'une vocation. Il agit comme un moteur qui va susciter et décupler la force d'implication, clés de la réussite de tout projet.

Au sein de ce mouvement coopératif sur la base du don réciproque, la nation autonome a conscience de son intérêt et de ses besoins envers l'humanité, alors que celle-ci connaît son intérêt et ses besoins envers toute nation pour maintenir sa situation et même l'améliorer. Ce qui peut se traduire par: être autant que possible utile aux autres pour l'unique et bonne raison d'être le plus utile à soi.

La conciliation de l'intérêt individuel et collectif est favorisée par la mise en place d'une communauté (l'humanité) qui incite les interactions multiples entre les membres (les nations).

L'économie du don réciproque demande des rapports sociaux élaborés basés sur l'égalité, la reconnaissance et l'estime. La confiance, la connaissance des partenaires, de leurs besoins et de leurs capacités guide le don. On ne demande pas une contrepartie, c'est toute la liberté des rapports sociaux structurés par le sentiment d'appartenance à une communauté, et par les convenances élaborées au sein de celle-ci. Le

⁽⁴⁾ Joël Candau, "Pourquoi coopérer?", Université de Nice Sophia Antipolis. Laboratoire d'anthropologie et de sociologie. *Mémoire, Identité et Cognition sociale*. (Lasmic)

sentiment d'appartenance et l'existence de particularités spécifiques au groupe sont indispensables pour qu'une communauté existe. Mais elle ne peut s'enrichir qu'en restant ouverte sur l'extérieur, sur la remise en question, pour son évolution.

Rappelons que l'engagement et la participation à la coopération doivent être libres, d'où l'abandon de tout pouvoir coercitif de quelques nations en raison, comme aujourd'hui, de puissances militaires, économiques ou financières.

UN RÊVE DANS L'ÉVEIL

En cette période de vacances estivales où le besoin d'évasion se fait pressante, j'espère que ce petit voyage en imagination vous a fait du bien,

surtout quand un tel rêve pourrait assez facilement devenir réalité. Question de volonté, aidée par des conditions favorables pour aboutir à une mise en action de cette grande majorité soumise, qui doit enfin considérer ses chaînes avec mépris et révolte. Il est grand temps que les peuples reprennent la direction de leur présent et de leur avenir en écrivant ces constitutions protectrices qui empêcheront toute possibilité de prise de pouvoir par un individu ou une cohorte. Cette coopération que cet article appelle de ses vœux, n'est pas quelque rêve pieux mais correspond à une nécessité présente si l'humanité veut sauver ce qui peut l'être encore. Autant pour ce qui constitue son environnement vital que pour la qualité de sa mentalité, afin de prouver qu'elle a sa place au sein de la biodiversité sur cette planète.

François CHATEL

Constatant l'orientation donnée à la gouvernance des peuples, soumise à l'oligarchie, François Chatel dénonce les mesures liberticides mises en place, et rendues quasi pérennes, grâce à une manipulation culpabilisatrice autour des risques sanitaires, écologiques, ou de la géopolitique internationale.

Appuyée par le déploiement de technologies intrusives, cette orientation conduira-t-elle à un réveil des consciences pour une société plus juste et plus humaine ?

Alerte !

Cet article s'adresse à ceux qui affichent cette défiance citoyenne propre aux personnes autonomes, qui refusent d'avaloir des couleuvres et préfèrent se construire une opinion par le recueil d'informations variées, issues de sources diverses, sous le contrôle d'une expérience solide. La vigilance reste plus que jamais de mise tant les décisions prochaines concernant les périls économiques, politiques, sociaux, sanitaires et environnementaux, seront d'une importance capitale pour la sauvegarde des libertés, destinées aux prochaines générations. Tout esprit indépendant a la capacité de devenir un donneur d'alerte.

Plus qu'une inégalité financière sépare l'oligarchie dominante des populations mondiales. Deux mondes se distinguent: par l'application de stratégies du pouvoir de l'un, sur l'apathie et la soumission naïve de l'autre, qui forme pourtant une écrasante majorité. Et ce pouvoir, largement

abusif, repose désormais sur des valeurs totalement caduques, voire dangereuses, que sont le recours au tout technologique, l'argent-roi, le délire du profit, le *darwinisme* social, la folle incitation à la croissance de la production et de la consommation. Autant de signes inquiétants qui font penser à la survenue d'une décompensation psychique, qui se révèle par ces réactions suspectes et outrancières de la part d'une oligarchie aux abois. Menacée, elle n'en devient que plus dangereuse. En témoignent ses réactions à la fois maladroitement abusives, violentes, irraisonnées, méprisantes, qui confirment la volonté tenace de maintenir un schisme culturel et social par tous les moyens à sa disposition. Et ces moyens sont nombreux. Ils s'échelonnent de l'élargissement des mesures qui protègent le pouvoir, à la répression, à l'inquisition, tout comme à l'utilisation des moyens médiatiques de propagande, au mépris des lois — celles même imposées aux peuples —, à la

- • • propagation de la peur et de la menace, au recours aux dérivatifs tels le jeu, la compétition sportive, les écrans, la consommation, les plaisirs addictifs tels l'alimentation et le sexe. Cette oligarchie a recours à tout moyen d'identification, à toute distinction franche vis-à-vis de la fange populaire. Et elle n'hésite pas à employer toute solution qui puisse soutenir cette situation. Il existe un genre de xénophobie de la caste dominante par rapport à la masse populaire à laquelle elle attribue l'existence de tous les maux.

Alors, quels que soient les problèmes qui concernent l'humanité, pour l'oligarchie, il n'est pas pensable d'envisager des solutions préconisant une remise en question du système capitaliste, celui qui lui a permis de se mettre en place et pourtant la cause de tous les maux contemporains qui menacent le futur. Jamais elle ne proposera autre chose que la croissance économique et le recours aux technologies pour tenter de solutionner les problèmes. Jamais elle n'acceptera la reconnaissance d'une abondance atteinte, et ainsi laisser les peuples déterminer librement, en fonction de leurs besoins, la production et la distribution. Jamais elle n'acceptera ainsi de sortir de la résolution des besoins primaires de la pyramide de Maslow, afin d'aborder ceux qui font appel aux sentiments d'appartenance, à la coopération, à la reconnaissance, à l'estime et à la réalisation de soi. Ces besoins secondaires ne sont pas destinés aux peuples mais à l'élite qu'elle représente: appartenance à la caste privilégiée, reconnaissance envers son rôle primordial de direction du monde, coopération entre les élites pour émettre des stratégies conservatrices ou profitables, estime de la part de ses pairs, et réalisation personnelle de chaque oligarque par la fortune amassée, gage de sa puissance. Selon la thèse de référence de cette oligarchie, seule l'exploitation rédemptrice et salvatrice des peuples leur permet d'échapper à l'oisiveté destructrice et la consommation, correspondant à l'aboutissement suprême de leur réalisation. **Alerte!** Le virus totalitaire contamine le cœur de la société et tente de s'y faire accepter comme une nécessité. Notre immunité naturelle

semble déficiente pour s'en protéger, et il va donc falloir faire appel à un remède efficace pour s'en débarrasser.

ÉTAT D'URGENCE PERMANENT

Depuis le 14 novembre 2015, la France est en état d'urgence permanent pour prétendument lutter contre le terrorisme ou contre la pandémie. Elle n'est pas le seul pays dans ce cas, où des restrictions de liberté sont prises à l'encontre des populations. Assignations à résidence, perquisitions à volonté, surveillances diverses des individus, contrôle des attestations de déplacement, atteinte à la vie sociale par l'interdiction de se réunir, de manifester, de fréquenter des lieux de rencontres et de collectivités, fermeture des lieux de pratiques de sports, interdiction de voir ses proches, suspension de l'activité culturelle, des concerts, des conférences, fermeture des cinémas, des théâtres, des cabarets, des conservatoires musicaux, mise en place du télétravail, du télé-enseignement, applications de couvre-feux, présentation obligatoire d'un laissez-passer sanitaire pour se rendre à l'hôpital et dans les lieux de soins médicaux et dans ceux destinés aux loisirs. Mesures coercitives appliquées à l'encontre du droit des médecins à soigner, interdiction de prescrire certains médicaments peu coûteux à l'efficacité constatée, privilèges décernés à ceux acceptant le protocole "vaccinal" proposé, et sanctions envers ceux le refusant allant jusqu'à la mise au ban de la société. De belles conquêtes du pouvoir sur des peuples que la peur pour certains ou le dévouement citoyen irraisonné pour d'autres, les rendent obéissants et malléables à souhait.

Cet état d'urgence permet de la sorte de tenir en laisse des populations dominées et soumises, qui vont même pour une grande majorité réclamer les mesures sécuritaires, leurs croquettes quotidiennes. Du pain blanc offert au pouvoir. La loi entrée en vigueur en 1955 permet le recours à l'état d'urgence en cas d'atteintes graves à l'ordre public, ou d'évènements pouvant être reconnus comme calamités publiques. La succession

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive La Grande Relève!

B. Heron 3€ - S. Rabatel 20€ - G. Leray 13€ - R. Claude 8€ – *Merci à tous!*

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le recevoir et à le diffuser.

désormais probable de telles calamités causée par les problèmes sociaux, économiques, politiques, sanitaires et environnementaux permet de penser que l'humanité est entrée dans l'ère de la calamité perpétuelle. Même si cet état d'urgence n'a pas de réelle efficacité sur le terrorisme ou la circulation de virus, il porte atteinte à la liberté, à la vie privée. Il musèle les contre-pouvoirs et les contestataires, appauvrit le peu de démocratie existante, ce qui le rend attractif pour le pouvoir, au point de chercher à banaliser son emploi puisqu'il a souvent été appliqué pour des raisons autres que sécuritaires et sanitaires, comme par exemple lors de la COP21 en novembre 2015 contre les militants écologistes et contre les opposants à la "loi Travail" de 2016.

Cette situation totalitaire risque de se perpétuer pour des menaces diverses qui ne manquent pas de nos jours, comme l'accident nucléaire, l'invasion numérique, l'immigration massive, les guerres pour l'accaparement égoïste des ressources, et en premier lieu le réchauffement climatique pour lequel de nombreux États ont déjà pris des mesures coercitives avec pour objectif d'appliquer la technologie "verte", tout en soutenant la compétitivité économique. On se demande où se trouve la plus grande menace, les causes ou les mesures?

LA MANIPULATION

Par ce "mépris de classe", il apparaît évident pour l'oligarchie que la cause profonde des problèmes contemporains ne peut provenir que de la constitution humaine, qui ferait de chaque individu un prédateur destructeur, effet qui se multiplierait en groupe si la raison n'est pas utilisée. Et puisque cette raison manquerait à la grande majorité de la population, il revient de lui imposer des règles et des conditionnements pour éviter les désastres en tous genres. L'élite, de ce fait, annonce que l'application des technologies vertes ne suffira pas à corriger les effets négatifs de l'humain si les populations sont laissées libres d'agir.

D'après Sébastien Bohler⁽¹⁾, la constitution de notre cerveau et la présence du striatum serait le grand responsable de cette situation désastreuse, en raison de sa production de dopamine, qui génère le plaisir pour l'accomplissement d'actes gratifiants comme l'alimentation, le sexe, l'information, le pouvoir, le tout dans une

recherche du moindre effort. D'après ce journaliste scientifique, nous serions "emportés dans une fuite en avant de surconsommation, de surproduction, de surexploitation, de suralimentation, de surendettement et de surchauffe, parce qu'une partie de notre cerveau nous y pousse de manière automatique, sans que nous ayons actuellement les moyens de le freiner."⁽¹⁾ Nous serions programmés pour "vouloir toujours plus". Nous retrouvons dans cette thèse la théorie de l'égoïsme fondamental de chaque individu, très prisée chez les idéologues du capitalisme et les partisans conservateurs.

Car, ces théories individualistes oublient systématiquement la réflexion sociologique, de la même façon que la thèse de Darwin a été dépourvue de l'importance cruciale de la coopération dans la théorie de l'évolution. Heureusement, Patrick Tort⁽²⁾ a rétabli la vérité. Mais les idées inculquées comme la loi du plus fort, la lutte pour la vie et la sélection naturelle, ont la peau dure dans les esprits. L'oligarchie dominante ne veut surtout pas admettre le rôle prépondérant du lien social dans les comportements humains, de l'éducation de l'enfant aux règles qui gèrent la vie en société. La coopération du type "tit for tat"⁽³⁾ s'avère toujours prépondérante et gagnante par rapport à l'égoïsme. En plongeant une société dans des rapports conflictuels, de concurrences entre individus, une hiérarchie sociale générant de l'esprit de classe et de l'incitation à la consommation, favorisant l'exploitation humaine, etc., il n'est pas surprenant que les instincts de survie se manifestent davantage que l'altruisme et l'empathie.

Ce genre de théorie à la Sébastien Bohler fait partie de la propagande capitaliste au même titre que le "Darwinisme social" de Herbert Spencer, l'eugénisme de Francis Galton, la sociobiologie de Edward Wilson et bien d'autres, qui tentent de justifier le libéralisme économique et social, favorable à l'oligarchie et au complexe scientifico-industriel au pouvoir, responsables de réalisations diaboliques comme la bombe atomique, l'ingénierie génétique, la 5G, les nanotechnologies, etc. 1% de la population mondiale avide de pouvoir et non pas la totalité comme ils aimeraient le faire croire. L'ensemble des peuples ne cherchent que son bien-vivre, en famille et en société, que d'assouvir ses besoins primordiaux et de privilégier des sentiments tels que la reconnaissance et l'estime. C'est par les caractéristiques du système d'exploitation que les traits égoïstes vont

⁽¹⁾ Sébastien Bohler, "Le bug humain. Pourquoi notre cerveau nous pousse à détruire la planète et comment l'en empêcher ?", Ed. Robert Laffont, 2019.

⁽²⁾ Patrick Tort, "L'effet Darwin. Sélection naturelle et naissance de la civilisation." Ed. Du Seuil, 2008.

⁽³⁾ Stratégie "Tit for Tat" : voir Wikipedia à "Coopération - réciprocité - pardon"

- • • s'exprimer par besoin de survie dans un monde qui incite et favorise la compétition au lieu de faire la part belle à la coopération (Jean-Michel Cornu⁽⁴⁾), à l'entraide (Pierre Kropotkine⁽⁵⁾) et l'empathie (Frans de Waal⁽⁶⁾).

Ce thème propagandiste ne cherche qu'à culpabiliser l'innocent "monsieur tout le monde", auquel on demande du fait de ses défauts naturels et innés, de s'en remettre à une discipline salvatrice imposée par les gouvernements au service du système capitaliste. Non, pas la peine de se flageller, mais simplement s'en remettre aux directives imposées et bienfaitrices, par altruisme, pour se protéger soi-même et protéger les autres. Ces mesures "obligées", ce sont avant tout la restriction de la liberté individuelle et la surveillance généralisée. C'est sans doute la mise en place du compte individuel d'impact écologique et climatique, qui passe par l'attribution de points ouvrant à des privilèges dans le cas d'obéissance soutenue, et de réduction de points dans le cas de contestation ou conduite inappropriée. La gestion gouvernementale de l'épidémie de Covid-19 a servi de test à l'application de mesures liberticides. L'acceptation moutonnaire de celles-ci ouvre des possibilités énormes pour l'exercice du pouvoir et l'embrigadement des peuples. Contrôles des individus par caméras, drones, surveillance numérique, tests sanitaires, bracelets connectés, autorité d'un conseil scientifique ou de défense, pourraient faire partie des moyens utilisés par la "tyrannie bienveillante" pour le "bien de tous", accompagnés de la propagande anxigène et moralisatrice.

En ce qui concerne le bouleversement climatique, plus la menace sera grande, plus les sociétés seront prêtes à accepter des technologies intrusives pour la surveillance, des technologies "correctrices" du dérèglement, des technologies "vertes" s'inscrivant dans le développement durable, des technologies médicamenteuses et des implants contrôleurs capables prétendument de protéger et assurer notre santé menacée.

Propagande qui veut faire de chacun de nous un fautif, un être au cerveau malade ou pervers, qui veut que nous portions le fardeau des destructions écologiques et climatiques, qui veut nous culpabiliser assez pour que nous acceptions les conditions de notre rédemption, les pénitences qui nous seront infligées, ces mesures liberticides favorables à la sauvegarde du *statu quo* et du

pouvoir oligarchique. En fait, qu'est-ce qui empêche les 99% de la population, largement majoritaire, de décréter ceux qui forment la minorité de psychopathes?

LA RÉSILIENCE

Outre la propagande véhiculée par la publicité, qui sans en avoir l'air dicte la bien-pensance en vigueur et incite à s'y conformer, toujours dans la joie et la bonne humeur, celle en provenance du pouvoir n'en est pas moins insidieuse et efficace. Outre les incitations tendancieuses et souvent fallacieuses en faveur des mesures de protection contre le virus de la Covid-19, outre les informations économiques et politiques manipulées et divulguées par les médias *mainstreams*, une invitation insistante tel un *leitmotiv* se répand avec pour objectif de s'insinuer dans les esprits: l'appel à la résilience. Cette capacité à surmonter un traumatisme et à continuer à se construire dans un environnement défavorable, se trouve promulguée à la généralisation, afin d'accepter toutes les catastrophes probables à venir, en adoptant docilement les consignes préconisées. Il s'agit de se faire aux bouleversements prochains sans en chercher les causes, et sans remettre en question le système économique et social en place. La dernière annonce du président Macron est significative: «*C'est la fin de l'abondance, de l'insouciance et de l'évidence.*» Ainsi, pour noyer sa responsabilité d'une politique énergétique inepte, il tente de faire appel à la mobilisation générale, au "tous unis" derrière le cap fixé par le gouvernement, à un nouvel effort du peuple qui va développer de la sorte sa résilience pour faire face à tous les problèmes contemporains. Comme le conseille Boris Cyrulnik⁽⁷⁾, il faut savoir rebondir et se durcir face à cette adversité nouvelle pour sortir renforcé de l'expérience. Ces "*merveilleux malheurs*", comme il les nomme, doivent nous former à la résistance en se mobilisant tous, en faisant corps contre "les ennemis envahisseurs" que sont les effets du réchauffement climatique, les épidémies, les mouvements de populations, les pénuries, etc. Il faut savoir se serrer les coudes en acceptant docilement les mesures liberticides appliquées, continuer à produire pour consommer, être un bon citoyen soumis et conforme, ne pas s'opposer à la défense des conditions existantes. En témoigne le rapport 5119 de l'Assemblée Nationale⁽⁸⁾ sur la résilience nationale, qui anticipe un durcissement

⁽⁴⁾ Jean-Michel Cornu, "*La coopération, nouvelles approches*", version 1.2, <http://cornu.viabloga.com/texts/cooperation>

⁽⁵⁾ Pierre Kropotkine, "*L'entraide, un facteur de l'évolution*", Ed. Hachette, 1904.

⁽⁶⁾ Frans de Waal, "*L'âge de l'empathie.*", Ed. LLL, 2010.

⁽⁷⁾ Boris Cyrulnik, "*Un merveilleux malheur*" Éd. Odile Jacob.

⁽⁸⁾ N° 5119 – Assemblée nationale. <https://www.assemblée.nationale.fr>

des relations internationales, une nouvelle vague de terrorisme physique et immatériel, la prolifération des pandémies, les migrations environnementales, les risques nouveaux liés à l'indépendance nationale (l'industrie nucléaire par exemple). Cependant, ce rapport est rédigé dans la perspective du maintien des conditions politiques, économiques, industrielles en vigueur, et ne conçoit nullement une remise en cause de celles-ci pour s'adapter plus judicieusement aux menaces envisagées, et surtout aux causes qui ont engendré ces menaces.

Convaincus de la position de force de la nation française, les auteurs de ce rapport (70% du parti *En Marche*) se félicitent que le pays soit prêt à résister aux différentes problématiques si la population acquise à la résilience se mobilise, en soutien des décisions prises par ses représentants. Rien sur la lutte contre les causes des problèmes. Rien sur la coopération internationale qui comme toute coopération bien gérée produirait des résultats bien supérieurs à tout repli sur soi, à tout choix égoïste. Face aux catastrophes, le peuple doit accepter avec la résilience adéquate les solutions préconisées pour maintenir la croissance et le progrès, notre niveau de vie, qui représentent notre patrimoine à défendre, un idéal pour quoi il s'agit de donner jusqu'à sa vie pour le perpétuer aux générations futures. Quelle belle escroquerie! La propagande distille l'idée comme quoi il n'est plus temps de s'occuper des causes, mais plutôt l'heure de la mobilisation des volontés pour se mettre au service de ceux qui s'occupent des stratégies et des actes à accomplir. Certes la peur est

naturelle, mais il s'agit de la surmonter pour se préparer au mieux, se trouver disponible pour se comporter en bons soldats lors des combats à mener pour la défense du monde matérialiste.

La campagne contre la Covid-19 a été exemplaire en ce sens, la grande majorité de la population se mobilisant yeux fermés en faveur des directives et des ordres donnés malgré les risques encourus. Les récalcitrants furent châtiés comme des lâches et des déserteurs. Toute contradiction fut rattrapée par la censure, et toute contestation réprimée par la force. Belle résilience aveugle, belle soumission au système qui n'oublions pas est la cause de ces désastres climatiques, écologiques, sociaux, sanitaires, économiques et politiques.

Il va falloir donc se préparer à vivre en guerre permanente avec toutes ses conséquences. Le pouvoir qui se présente comme notre guide, demande cette résilience qui conduit chacun à dépasser sa peur pour la défense de nos valeurs. Mais comme toutes les guerres, elles se font au service de ceux qui les ont provoquées, et à chaque fois les peuples sont manipulés pour offrir leur vie et gagner la gloire d'avoir protégé les intérêts de l'oligarchie.

LA TECHNOCRATIE

Face au dérèglement climatique, face à l'état d'urgence, convaincue de se soumettre à l'expertise des savants, l'écologie n'a-t-elle pas tourné sa veste pour s'en remettre à la sacro-sainte science? La préservation des conditions de vie actuelles de l'humanité passe par l'utilisation des technologies, de façon à adapter les moyens d'existence aux impératifs écologiques, aux nouvelles conditions imposées par les dérèglements. Décarbonner nos sources d'énergie sans réduire notre consommation passe donc par le recours à des technologies adaptées: nucléaire, éolien, panneaux photovoltaïques, isolations des habitations, transports électriques. L'urgence de leur mise en service demande des efforts d'adaptation à la population et surtout fait appel à sa résilience, à son acceptation des risques et des nuisances de ces nouvelles technologies "pour le bien de tous". En réalité, dans cette guerre, il faut surtout sauver les soldats investisseur, oligarque, croissance. Modifier génétiquement nos ressources alimentaires afin de les adapter aux sécheresses et aux températures en hausse fait partie aussi des solutions en cours et des axes de recherches. Est-il prévu un tel recours pour l'humanité, pour chacun de nous? Une telle technologie, utilisant les virus pour transporter

ÉNERGIE : MACRON ANNONCE LA FIN DE L'ABONDANCE



- • • les gènes nécessaires et modifier ainsi nos cellules, afin qu'elles s'adaptent aux nouvelles conditions environnementales, aux accidents nucléaires, aux nouvelles épidémies? Il apparaît depuis la Covid-19 que la population des pays riches se soumettrait facilement à de telles injonctions et remèdes. Au nom de la résilience, que n'accepterions-nous pas?

Nous voici tous engagés dans la voie du transhumanisme, imposé suivant l'utilisation de l'urgence ou de la stratégie du choc. La nécessité semble l'emporter et nous imposer la voie à suivre. Or, les hypothèses du problème ne sont pas posées correctement. L'énoncé est pipé. Aucune remise en question des causes réelles des problèmes ne figure dans la recherche de solutions. Il est présenté comme impossible d'envisager de se séparer du système capitalisme et derrière des décisions stratégiques qui semblent

conduites par des raisonnements efficaces, il s'agit surtout de soutenir l'accumulation du capital.

À NOUS DE CHOISIR

L'utilisation de la pandémie de la Covid-19 nous a fait entrer dans une immense arnaque, pour laquelle chaque menace contre l'humanité sert de prétexte à des dérives totalitaires mises en place par l'oligarchie dominante et ses sbires, au profit du capitalisme et du pouvoir. Voulons-nous demeurer des marionnettes manipulées comme ce fut le cas pendant ces deux années de crise sanitaire? Ou prendre conscience de l'arnaque mondialisée et réagir en conséquence? Transhumanisme ou gestion de la décroissance? Capitalisme néo-libéral ou économie distributive? À nous de choisir.

François CHATEL

MÉTHANISATION DE LA BIOMASSE

Merci à Jacques Hamon pour son article « Les multiples facettes de la transition énergétique », paru dans la GR1224, janvier 2022. Ces rappels actualisés sont toujours bienvenus, sachant que l'énergie la moins pénalisante reste bien sûr celle que l'on évite de consommer. Ce qui devrait nous inciter à réfléchir au sens que notre civilisation occidentale donne à tout nouveau développement technologique à grande échelle.

Ici, je souhaite seulement revenir brièvement sur le point particulier de la méthanisation de la biomasse, que l'éventuelle pénurie de gaz naturel (méthane) liée à la crise ukrainienne a fait ressurgir, peut-être malencontreusement, comme une partie de la solution. Jacques Hamon évoque dans son deuxième paragraphe les problèmes complexes pour faire face aux gaz à effet de serre provenant notamment

des ruminants. Il s'agit aussi du méthane (CH₄), plus puissant gaz à effet de serre que le gaz carbonique (CO₂), même s'il persiste moins longtemps dans l'atmosphère. Le plus grand risque pour la planète est sans doute l'émission de CH₄ et de CO₂ qui résulterait du dégel du permafrost (pergélisol) dans les zones arctiques, où la biomasse emprisonnée a été décomposée par les bactéries.

En 2019, la production d'électricité par méthanisation a été en France, de 2,3 TWh, soit 0,5% de l'énergie électrique consommée dans notre pays. Pour comparaison, la consommation de gaz naturel était de 451 TWh, y compris la production d'électricité⁽¹⁾. À cette date, la méthanisation restait donc marginale. En faire un axe de développement comme source d'énergie (l'objectif est de 20 à 30 TWh dès 2030) présenterait les mêmes inconvénients que la combustion du gaz naturel vis-à-vis du réchauffement climatique, en plus de ceux

liés au procédé. Si de petites unités peuvent se justifier en milieu agricole pour contribuer à l'autonomie des petites et moyennes exploitations, où elles sont néanmoins en débat, les inconvénients peuvent être considérables quand elles deviennent un objectif de production industrielle (rotations des transports de matières premières; mises en culture dévolues à leur production, au détriment des cultures nourricières; appauvrissement de la biodiversité des sols lorsque les matières sont ramassées comme déchets avant leur décomposition, par exemple dans les forêts; émissions incontrôlées de biogaz — 55% CH₄ et 40% CO₂ — des installations; pollutions consécutives à l'épandage de grandes quantités de digestats, le résidu de la décomposition; dégradation des paysages ruraux...).

À suivre...

Guy Évrard

⁽¹⁾ Informations détaillées sur le procédé et perspectives:

Concepts et chiffres de l'énergie: La méthanisation agricole, CultureSciences-Physique - Ressources scientifiques pour l'enseignement des sciences physiques, ENS Lyon

[http://culturesciencesphysique.ens-lyon.fr/ressource/chiffres-energie-methanisation.xml#:~:text=Pour%20l%27année%202019%2C%20la,%27électricité\)%20%5B17%5D.](http://culturesciencesphysique.ens-lyon.fr/ressource/chiffres-energie-methanisation.xml#:~:text=Pour%20l%27année%202019%2C%20la,%27électricité)%20%5B17%5D.)

Je mène mon combat en l'honneur de Jacques Duboin et j'ai créé mon groupe "Touche pas aux Droits Régalien de l'Homme", sur Facebook!

Voici un aperçu de mon postulat: certains français manquent de sous, alors les Banques de France doivent se convertir en Banques Sociales ou en Banques des Communs, qui est un Droit de l'Homme, en plus du Droit des Banques Commerciales et Privées, au nom du Préambule de l'Articles 25 de la Déclarations Européennes des Droits de l'Homme, par le recours à la création monétaire de non-dette, sans intérêt, à volonté selon les besoins, dont la monnaie serait basée

sur la production de biens et de services. Afin d'augmenter les salaires à la place des patrons et de mettre le SMIC à 2000€/mois. Et de mettre le RSA à 1500€/mois. Puis de donner en plus 1500€/mois à tous les français dans le cadre du Revenu de Base Universel ou du Dividende Universel. Ceux et celles qui en auront besoin le plus, surtout ceux et celles qui se retrouvent avec une facture de 5000 à 8000€ de frais d'hospitalisation et qu'il ne peuvent pas payer. Si tout va mal financièrement dans le pays, c'est parce que ce droit de création monétaire que j'ai mit en lumière et que la majorité des français taisent, n'a jamais été mit en place. Sauf erreur de ma part. On

va me dire que ça existe, mais je répond que ni la monnaie hélicoptère et ni les formes de création monétaire qui rejoignent ce que je propose, ne pratiquent la création monétaire de non-dette à volonté, selon les besoins, car sinon il n'y aurait plus de pauvres en France et sans prendre les sous aux français. Mais nous allons continuer à tourner en rond. Je suis le groupe "Touche pas aux Droits Régalien de l'Homme", que je propose à chacun(e) de rejoindre, en particulier pour signer ma pétition: <https://chnng.it/tmSv6JNL>

Cordialement!

Daniel Weichel

• **TARIFS D'ABONNEMENT (11 NUMÉROS)**

France, régime intérieur pour la Poste27 €
(soutien: + 18 €, pour chaque exemplaire en plus, livré pendant 11 numéros)

DOM30 €
TOM32 €

Régime international, suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014:

Zone 1 (Bénélux, Espagne, R-U, Suisse, ...)...32 €
Zone 2 (Autres pays européens).....32 €
Zone 3 (Canada, États-Unis,...).....34 €
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...).....34 €

• **RÈGLEMENTS**

Par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de:

La Grande Relève

et envoyé au :

**88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet
France**

Par virement bancaire:

N° de compte à la Banque Postale: 1340239M020
IBAN: FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC: PSSTFRPPPAR

Je prolonge mon abonnement à *La Grande Relève* pour série(s) de 11 numéros.

Je m'abonne à exemplaire(s) à partir du N°

Je commande les ouvrages suivants (Titre × nombre d'exemplaires):

.....
.....

Voici comment rédiger mon adresse postale (merci d'écrire en majuscules bien lisibles):

M. ou Mme PRÉNOM, NOM:

IMMEUBLE (éventuellement):

N° et VOIE:

CODE POSTAL ET COMMUNE:

PAYS:

Mon @dresse électronique:

J'envoie la somme de: euros.

Par chèque N° préciser la banque:

Par virement bancaire.

Date :

Signature :

CE QUE NOUS PROPOSONS

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR

Des livres de Jacques Duboin et de Marie-Louise Duboin ont été numérisés et mis à disposition en téléchargement sur notre site Internet, section "Livres numériques". Ils sont au format ePub et en PDF, et peuvent notamment être lus sur les liseuses. N'hésitez pas à les partager à vos connaissances!

• DE JACQUES DUBOIN

- *La grande relève des hommes par la machine*, 1932
- *Kou l'ahuri ou La misère dans l'abondance*, 1934
- *Libération*, 1936
- *Rareté et abondance*, 1945
- *Économie distributive de l'abondance*, 1946
- *L'économie distributive et le péché originel*, 1949
- *Les yeux ouverts*, 1955
- *Pourquoi manquons-nous de crédits?*, 1961

• PLUS RÉCEMMENT, DE M.-L. DUBOIN

- *Les Affranchis de l'an 2000*, 1985

Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société.



- *Mais où va l'argent?*, 2007

L'étude, par M.-L. Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.



La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Dirigé et mis en page pendant 45 ans par Marie-Louise DUBOIN

Direction et mise en page : Yohann GRELIER

Rédaction: les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture.

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot – 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site Internet : www.economiedistributive.fr

Imprimé par média graphic

(SCOP labélisée Imprim'Vert, impression avec encre végétale, papiers FSC ou PEFC)

Tarifs et bulletin d'abonnement au dos de cette page.